



**COMMUNE DE SAINT-PARGOIRE – HÉRAULT**

**PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SÉANCE DU 09 JUIN 2023**

Le neuf juin à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire et publique, dans la salle du Conseil en Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc DARMANIN, Maire de la Commune.

Date de convocation : 05 juin 2023  
Nombre de conseillers en exercice : 19

Nombre de conseillers présents : 16  
Nombre de voix : 19

**- Étaient présents :**

Jean-Luc DARMANIN, **Maire** ;  
Monique GIBERT, Christian CLAPAREDE, Fabienne GALVEZ, **Adjoint** ;  
André SCHMIDT, Christiane CAMBEFORT, Bernard GOMBERT, Monique BEC, Pascal SOUYRIS, Agnès CONSTANT, Thierry LUCAT, Pierre ROSSIGNOL, Martine LAMOUREUX, Pierre BOLLIET, Sébastien SOULIER, Anne THEVENOT, **Conseillers** ;  
Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**- Étaient absents excusés :** Jean FABRE, Sylvette PIERRON, Élodie PAULS ;

**- Étaient absents :** Néant ;

**- Procurations :** Jean FABRE à Jean-Luc DARMANIN,  
Sylvette PIERRON à Monique GIBERT,  
Élodie PAULS à Fabienne GALVEZ ;

**- Secrétaire de séance :** Fabienne GALVEZ.

La séance est ouverte à 18H30.

**1/ Approbation des comptes rendus des séances des conseils municipaux des 13 et 18 avril 2023**

**Les comptes rendus sont approuvés à l'unanimité**

**2/ Mutualisation des services avec la CCVH**

**Approbation de la convention relative à un service Observatoire fiscal commun**

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), en particulier l'article L. 5211-4-2 ;  
VU la délibération n°2734 du Conseil communautaire en date du 13 décembre 2021 approuvant la révision du schéma de mutualisation des services pour la période 2022-2027 ;  
VU la délibération n°3126 du Conseil communautaire en date du 27 mars 2023 approuvant la convention du service mutualisé de l'observatoire fiscal ;  
VU l'avis favorable du comité technique du 14 mars 2023 de la communauté de communes ;

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de Saint Pargoire de bénéficier du service commun observatoire fiscal afin d'avoir un suivi du tissu fiscal, une optimisation de ses bases fiscales et une assistance fiscale,

CONSIDERANT que l'observatoire fiscal compte actuellement 11 communes : Aniane, Argelliers, Gignac, La Boissière, Le Pouget, Montpeyroux, Pouzols, Puéchabon, Saint-André-de-Sangonis, Saint-Jean-de-Fos, Saint-Paul-et-Valmalle,

CONSIDERANT que 12 nouvelles communes, Bélarga, Campagnan, Jonquières, Lagamas,

Montarnaud, Puilacher, Saint-Bauzille-de-la-Sylve, Saint-Guilhem-le-désert, Saint-Guiraud, Saint-Pargoire, Tressan et Vendémian souhaitent adhérer à l'observatoire fiscal,

CONSIDERANT que l'adhésion de 12 communes supplémentaires nécessite de revoir les conventions, d'une part en ajustant à la hausse la charge de travail du personnel de la communauté de communes affectée au service mutualisé et d'autre part en modifiant les modalités de répartition du coût de l'observatoire fiscal entre communes,

CONSIDERANT l'intérêt des futures parties signataires de se doter de services communs chargés de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles en dehors des compétences transférées, ceci afin d'aboutir à une gestion rationalisée,

CONSIDERANT les engagements de principe formulés par une grande majorité des communes membres en vue d'adhérer à différents services mutualisés retenus dans le cadre de la révision du schéma de mutualisation,

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**APPROUVE** les termes de la convention de mutualisation du service "observatoire fiscal" ci-annexée ;

**AUTORISE** le Maire à signer la convention de mutualisation avec la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**La convention avec la CCVH relative au service observatoire fiscal commun est adoptée à la majorité**

Abstentions : Fabienne GALVEZ, Elodie PAULS

### **3/ Convention avec la chambre d'agriculture pour les marchés de producteur de pays**

Monsieur le Maire expose que la commune, en partenariat avec la chambre départementale d'agriculture souhaite renouveler l'organisation de marchés de producteurs de pays pour la saison estivale 2023.

Ces marchés de producteurs de pays permettent de valoriser l'activité des producteurs locaux et d'animer la vie locale.

La chambre d'agriculture est garante de la marque « marché des producteurs de pays » et met son ingénierie au service du marché.

La commune est l'organisateur logistique et technique local des marchés.

La convention ci-annexée fixe les conditions de réalisation et d'organisation des marchés de producteurs de pays qui se dérouleront sur la commune de Saint Pargoire les 20 et 27 juillet, les 10, 17 et 24 août 2023.

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**APPROUVE** les termes de la convention avec la chambre d'agriculture concernant les marchés de producteurs de pays 2023

**AUTORISE** le Maire à signer la convention ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**La convention avec la chambre d'agriculture pour les marchés de producteur de pays 2023 est adoptée à l'unanimité**

#### **4/ Délégations données au Maire en matière de tarifs**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 ;

Vu le renouvellement général du Conseil Municipal issu des élections du 15 mars 2020 ;

Vu la délibération n°2020-08 – 05-05 donnant délégations au Maire ;

Considérant que la bonne administration communale justifie l'attribution de délégations à Monsieur le Maire afin de faciliter la gestion communale.

Monsieur le Maire expose que les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2122-22) permettent au Conseil Municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences. Dans un souci de favoriser une bonne administration communale, Monsieur le Maire propose que lui soit confié la délégation relative à la fixation des tarifs pour la durée du mandat. Les actes pris au titre de ces délégations devront être présentés à la séance du Conseil Municipal suivant immédiatement la date de prise de la décision.

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**DONNE** délégation au Maire pour fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale des droits au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ; hormis les tarifs annuels et récurrents des services ALP, ALSH, Jeun'art et cantine scolaire.

**Le conseil municipal décide à l'unanimité de donner au Maire délégation en matière de fixation des tarifs**

#### **5/ Indemnité des élus**

Vu les articles L.2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu l'article L.2123-20 du CGCT qui fixe les taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 22 mars 2020 constatant l'élection du maire et de quatre adjoints,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour la commune de Saint Pargoire, le taux maximal de l'indemnité du maire en

pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 51.6% et celui d'un adjoint 19.8%.

Considérant que les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants peuvent percevoir une indemnité comprise dans l'« enveloppe » constituée du total des indemnités susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice

Vu la délibération n°2020-09-05-06 du 25 mai 2020 fixant l'indemnité du Maire et des adjoints,

Vu les missions confiées aux Conseillers Municipaux entre 1<sup>er</sup> décembre 2022 et le 31 mai 2023 ;

Considérant que les indemnités octroyées aux conseillers municipaux en charge de dossiers et missions spécifiques sont versées semestriellement après services accomplis ;

Considérant que cette indemnité comprend la part des indemnités, non perçues, par Monsieur le Maire et ses Adjoints ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de verser les indemnités semestrielles selon le tableau joint en annexe

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**VALIDE** la répartition des indemnités présentée ;

**AUTORISE** le Maire à procéder au versement des dites-indemnités

**DIT** que les crédits sont prévus au chapitre 65 du budget principal

#### **TABLEAU DE REPARTITION**

| <b>NOM</b> | <b>Prénom</b> | <b>Montant mensuel</b> | <b>% Indice terminal</b> |
|------------|---------------|------------------------|--------------------------|
|------------|---------------|------------------------|--------------------------|

#### **Adjoints**

|           |           |        |                              |
|-----------|-----------|--------|------------------------------|
| GIBERT    | Monique   | 717,35 | soit 17,82% de l'indice 1027 |
| CLAPAREDE | Christian | 717,35 |                              |
| GALVEZ    | Fabienne  | 717,35 |                              |
| FABRE     | Jean      | 717,35 |                              |

#### **Conseillers municipaux**

|           |            |         |                          |
|-----------|------------|---------|--------------------------|
| PIERRON   | Sylvette   | 40,39 € | soit 1% de l'indice 1027 |
| SCHMIDT   | André      | 40,39 € |                          |
| CAMBEFORT | Christiane | 40,39 € |                          |
| GOMBERT   | Bernard    | 40,39 € |                          |
| BEC       | Monique    | 40,39 € |                          |
| SOUYRIS   | Pascal     | 40,39 € |                          |
| CONSTANT  | Agnès      | 40,39 € |                          |
| LUCAT     | Thierry    | 40,39 € |                          |
| PAULS     | Élodie     | 40,39 € |                          |
| ROSSIGNOL | Pierre     | 40,39 € |                          |
| LAMOUREUX | Martine    | 40,39 € |                          |

|          |           |         |  |
|----------|-----------|---------|--|
| BOLLIET  | Pierre    | 40,39 € |  |
| SOULIER  | Sébastien | 40,39 € |  |
| THEVENOT | Anne      | 40,39 € |  |

indemnités versées au semestre aux conseillers municipaux soit 242,34 €

**Les indemnités aux conseillers municipaux octroyées pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2022 au 31 mai 2023 sont adoptées à l'unanimité**

## **6/ Décision modificative n°1 du budget principal**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2023-08-07-06 du 13 avril 2023 adoptant le budget principal de l'année 2023

Considérant que le conseil municipal a voté le budget par nature au niveau du chapitre en section de fonctionnement et par opération en section d'investissement

Considérant qu'il convient de procéder à des virements et des ajustements de crédits en section de fonctionnement et d'investissement

Monsieur le Maire propose les modifications suivantes

| <b> FONCTIONNEMENT</b>             |   |                  |          |                  |
|------------------------------------|---|------------------|----------|------------------|
| <b> DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b> |   |                  |          |                  |
| chap                               | intitulé                                | Budget 2023      | DM 1     | TOTAL            |
| O11                                | charges à caractère général             | 610 000          |          | 610 000          |
| O12                                | charges de personnel                    | 1 145 000        |          | 1 145 000        |
| O14                                | atténuations de produits                | 6 585            |          | 6 585            |
| 65                                 | autres charges gestion courante         | 244 883          | 22000    | 266 883          |
| 675362                             | subvention de fonctionnement au CCAS    |                  | 22000    |                  |
| 66                                 | charges financières                     | 63 000           |          | 63 000           |
| 67                                 | charges exceptionnelles                 | 1 000            |          | 1 000            |
| O42                                | opérations d'ordre                      | 30 956           |          | 30 956           |
| O23                                | virement à la section d'investissement. | 529 702          | -22000   | 507 702          |
|                                    |   |                  |          |                  |
| <b>TOTAL</b>                       |   | <b>2 631 126</b> | <b>0</b> | <b>2 631 126</b> |

### Chapitre 65 + 22 000 €

Versement d'une participation au CCAS afin de permettre le versement d'une subvention due à FDI dans le cadre de la réalisation des logements sociaux de Marsanne (délibération de 2019).

### Chapitre 023 : - 22 000 €

Ajustement des crédits afin de maintenir l'équilibre du budget de la section de fonctionnement

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT |   |                  |          |                  |
|----------------------------|---|------------------|----------|------------------|
| Chap                       | intitulé                                  | Budget 2023      | DM 1     | TOTAL            |
| O13                        | atténuations de charges                   | 50 000           |          | 50 000           |
| 70                         | produits des services                     | 189 700          |          | 189 700          |
| 73                         | impôts et taxes                           | 1 622 500        |          | 1 622 500        |
| 74                         | dotations et participations               | 522 949          | -1       | 522 948          |
| 74834                      | <i>Etat - compensations fiscale</i>       |                  | -1       |                  |
| 75                         | autres produits gestion courante          | 61 500           |          |                  |
| 77                         | produits exceptionnels                    | 500              |          | 500              |
|                            | <b>Total Recettes réelles</b>             | <b>2 447 149</b> |          | <b>2 447 149</b> |
| 002                        | <i>Résultat de fonctionnement reporté</i> | <i>183 977</i>   | <i>1</i> | <i>183 978</i>   |
|                            | <b>TOTAL</b>                              | <b>2 631 126</b> | <b>0</b> | <b>2 631 126</b> |

Chapitre 74 -1 €

Ajustement des crédits afin de maintenir l'équilibre du budget de la section de fonctionnement

Chapitre 002 : + 1 €

Ajustement du montant du résultat de fonctionnement reporté en respectant la règle de l'arrondi à l'entier supérieur

| DEPENSES INVESTISSEMENT |                                       |                     |                   |                     |
|-------------------------|---------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| Chap                    | intitulé                              | Budget 2023         | DM 1              | total               |
| OO1                     | Solde antérieur                       | 314 722,79          | -600,00           | 314 122,79          |
| 16                      | remboursement capital dette           | 170 000,00          |                   | 170 000,00          |
| Op 41                   | <b>Réserve foncière</b>               | 30 000,00           |                   | 30 000,00           |
| Op 43                   | <b>Amélioration des bâtiments</b>     | 53 000,00           |                   | 53 000,00           |
| Op 48                   | <b>Acquisition de matériels</b>       | 70 000,00           |                   | 70 000,00           |
| Op 63                   | <b>Plu – études diverses</b>          | 40 060,00           | 6 000,00          | 46 060,00           |
| Op 88                   | <b>Modernisation Vidéo Protection</b> | 20 000,00           |                   | 20 000,00           |
| Op 92                   | <b>rénovation Mairie</b>              | 223 269,21          |                   | 223 269,21          |
| Op 96                   | <b>Renouvellement flotte véhicule</b> | 0,00                | 15 000,00         | 15 000,00           |
| Op 132                  | <b>Entrée de ville Plaissan</b>       | 130 000,00          |                   | 130 000,00          |
| Op 142                  | <b>Aménagement Mairie</b>             | 20 000,00           |                   | 20 000,00           |
| Op 144                  | <b>Programme Voirie 2023</b>          | 200 000,00          | -22 000,00        | 178 000,00          |
| Op 145                  | <b>appart Camp de la Cousse</b>       | 60 000,00           | -20 400,00        | 39 600,00           |
| Op 146                  | <b>Rénovation appart La Poste</b>     | 55 000,00           |                   | 55 000,00           |
| Op 147                  | <b>Travaux éclairage public</b>       | 100 000,00          |                   | 100 000,00          |
|                         | <b>TOTAL</b>                          | <b>1 486 052,00</b> | <b>-22 000,00</b> | <b>1 464 052,00</b> |

Chapitre 001 : - 600 €

Ajustement du montant du solde antérieur reporté suite à une erreur matérielle de saisie lors du budget

Opération 63

Ajustement des crédits par rapport au coût de réalisation du PLU

Opération 96

Ajout de crédit pour l'achat d'un tracteur d'occasion pour remplacer l'actuel hors service

Opérations 144 et 196

Ajustement des crédits à la baisse pour assurer l'équilibre budgétaire de la section d'investissement

| <b>RECETTES INVESTISSEMENT</b> |  |                |            |                   |
|--------------------------------|--|----------------|------------|-------------------|
| Chap                           | intitulé                                 | Budget 2023    | DM 1       | total             |
| O21                            | Virement du fonctionnement               | 529 702        | -22 000,00 | 507 702,00        |
| O40                            | Opération d'ordre                        | 30 956         |            | 30 956,00         |
| 1068                           | Affectation du résultat                  | 190 144        |            | 190 144,00        |
| <b>10</b>                      | <b>Dotations, Fonds divers, Réserves</b> | <b>187 000</b> |            | <b>187 000,00</b> |
|                                | FCTVA                                    | 130 000        |            |                   |
|                                | TLE                                      | 5 000          |            |                   |
|                                | Taxe aménagement                         | 52 000         |            |                   |
| O24                            | Cession (délib 2019/ 20-23-80)           | 223 655        |            | 223 655,00        |
| 16                             | emprunt                                  | 200 000        |            | 200 000,00        |
| 13                             | Subventions                              | 124 595        |            | 124 595,00        |
|                                | RAR                                      |                |            |                   |
|                                | Total                                    | 1 486 052      | -22 000,00 | 1 464 052,00      |

Chapitre 023 : - 22 000 €

Ajustement des crédits afin de maintenir l'équilibre du budget de la section de d'investissement

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**ADOpte** la décision modificative n°1 du budget principal

**La décision modificative n°1 du budget communal est adoptée à l'unanimité**

## **7/ Déclassement et cession de parcelles – chemin du Pont de Miusse**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article L141-3 du code la voirie routière ;  
Vu le document d'arpentage ;  
Vu les demandes formulées par plusieurs riverains du chemin du Pont de Miusse

Monsieur le Maire expose que plusieurs riverains du chemin du Pont de Miusse au sein de la zone d'activité Emile Carles, ont sollicité la commune de Saint Pargoire pour l'acquisition d'une bande de terrain le long du chemin du Pont de Miusse.

Cette bande de terrain concerne les parcelles cadastrées BD 773, 774, 703,702 et 677 pour une contenance de 278 m<sup>2</sup> qui fait actuellement partie du domaine public communal ; il convient préalablement à toute cession, d'en prononcer le déclassement et l'intégration au domaine privé.

L'article L.141-3 du Code de la voirie routière, modifié par la loi du 9 décembre 2004, dispense d'enquête publique les procédures de classement et de déclassement des voies communales, dès lors qu'il n'y a pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par ces voies.

En l'espèce, le déclassement de cette bande de terrain, n'a pas de conséquence sur la desserte et la circulation assurée par cette voie.

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**PRONONCE** le déclassement et l'intégration au domaine privé communal d'une bande de terrain chemin du pont de Miusse le long des parcelles BD 773, 774, 703,702 et 677

**AUTORISE** la cession de cette bande de terrain aux propriétaires riverains des parcelles BD 773, 774, 703,702 et 677 au prix de 80 euros le m<sup>2</sup>.

**PRECISE** que les frais de notaires nécessaires à la cession demeureront à la charge des acquéreurs

**AUTORISE** le maire à signer tous les documents qui seraient nécessaires à l'effectivité dudit déclassement.

**Le déclassement et la cessions de parcelles au chemin du Pont de Miusse sont adoptés à l'unanimité**

## **8/Attribution d'une subvention au comité festif**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2022-60-07-22 du 8 décembre 2022 attribuant une avance exceptionnelle de subvention au comité festif au titre de 2023

Vu le dossier de demande de subvention pour l'année 2023 ;

Vu la subvention attribuée en 2022 pour un montant de 9000 €

Monsieur le Maire propose d'attribuer une subvention de 3000 € au comité festif en complément de l'avance sur subvention 2023 déjà attribuée pour 6000 €

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**ACCORDE** une subvention de 3000 € au comité festif

**DIT** que les crédits sont disponibles au chapitre 65 du budget principal

**L'attribution d'une subvention au comité festif de 3000 € est adoptée à la majorité**

Abstention : Christiane CAMBEFORT

## **9/Fixation des tarifs 2023/2024 des services enfance/jeunesse**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22, L 2122-23, L 2132-1 et L 2132-2 ;

Vu la délibération n°2022-65 -09-05 du 8 décembre 2022 approuvant les tarifs des services enfance/jeunesse du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2023

Monsieur le Maire expose que conformément au décret n°2006-753 du 29 juin 2006 relatif aux prix de la restauration scolaire pour les élèves de l'enseignement public, les collectivités territoriales peuvent librement fixer le prix des repas servis aux élèves.

La seule limite posée par le décret, est que « ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature.

Monsieur le Maire expose que suite à la revalorisation tarifaire des repas fournis par le prestataire à partir de septembre 2023, il est proposé une augmentation des tarifs du repas de la cantine scolaire comme suit :

|                     | Année scolaire 2022/2023 | Année scolaire 2023/2024 |
|---------------------|--------------------------|--------------------------|
| Tarif de la cantine | 3.28 €                   | 3.50 €                   |

Monsieur le Maire propose de maintenir inchangé les tarifs des services enfance jeunesse tels

qu'établis par la délibération du 8 décembre 2022 et de les reconduire pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**VALIDE** l'évolution tarifaire des repas de cantine pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024

**RECONDUIT** l'ensemble des tarifs enfance jeunesse pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024

**La fixation des tarifs enfance/jeunesse pour l'année scolaire 2023/2024 est adoptée à l'unanimité**

**10/ Convention de partenariat entre la commune de Saint Pargoire et les communes de résidence des enfants fréquentant l'accueil de loisirs extra-scolaire et l'accueil de loisirs périscolaire du mercredi de Saint Pargoire**

Monsieur le Maire expose que la commune de Saint Pargoire accueille des enfants de communes extérieures voisines au sein du centre de loisirs communal les mercredis et les vacances scolaires. En contrepartie de cet accueil, la commune de Saint Pargoire refacture aux communes extérieures une quote part du coût du service proratisé au nombre d'enfants accueillis.

Cette pratique en vigueur depuis 2015 avait été contractualisée avec plusieurs communes voisines dans le cadre du premier contrat enfance jeunesse, qui n'existe plus depuis 3 ans.

La commune de Saint Pargoire dans une logique de solidarité intercommunale souhaite continuer à accueillir les enfants des communes voisines, mais doit s'assurer du maintien de l'équilibre financier de la structure d'accueil.

Monsieur le Maire propose donc d'établir une convention avec les communes voisines souhaitant bénéficier du service de l'accueil de loisirs qui acte leur engagement à participer au coût du service au prorata des enfants accueillis.

**Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal :**

**ADOpte** la convention de partenariat entre la commune de Saint Pargoire et les communes de résidence des enfants fréquentant l'accueil de loisirs extra-scolaire et l'accueil de loisirs périscolaire du mercredi de Saint Pargoire

**AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

**La convention de partenariat entre la commune de Saint Pargoire et les communes de résidence des enfants fréquentant l'accueil de loisirs extra-scolaire et l'accueil de loisirs périscolaire du mercredi est adoptée à l'unanimité**

## **11/ Questions diverses**

### Question relative aux travaux sur les canalisations d'eau entre le réservoir du Mas d'Affre et le forage de St-Mamert : l'information des riverains

Il est demandé que des précisions sur la nature et la durée des travaux ainsi que sur les perturbations routières engendrées par ces travaux ;

Monsieur le Maire indique qu'il va se rapprocher du syndicat de l'eau pour avoir toutes les informations nécessaires.

### Question relative à l'échéance des lignes de trésorerie

La trésorerie de la commune s'est nettement améliorée ; néanmoins, l'incertitude sur la date de versement des subventions des travaux de la mairie ne permet pas de savoir à ce jour si la trésorerie sera suffisante pour rembourser la ligne de trésorerie de 200 000 € actuellement en cours.

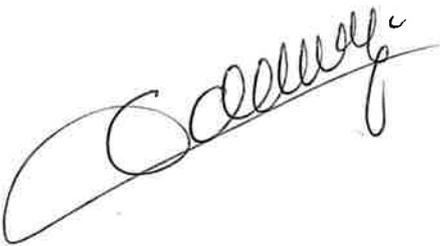
### Question relative à l'ouverture de la 4<sup>ème</sup> classe à Jean Jaurés

Il est demandé s'il est prévu l'embauche d'une ATSEM pour la 4<sup>ème</sup> classe maternelle à la rentrée 2023.

Monsieur le Maire précise qu'une ATSEM à mi-temps sera affectée à ce poste ; cet agent fait déjà partie des effectifs des services enfance/jeunesse

La séance est levée à 19h30.

**Le Maire**  
**Jean Luc DARMANIN**



**La secrétaire de séance**  
**Fabienne GALVEZ**



